

INSTRUCTION

N° 98-035-M14 du 18 février 1998

NOR : BUD R 98 00035 J

Texte publié au BOCP

INSTRUCTION BUDGÉTAIRE ET COMPTABLE M14 - CONDITIONS DE CONSTITUTION ET MODALITÉS DE LIQUIDATION DE LA PROVISION SPÉCIALE POUR DIFFÉRÉ DE REMBOURSEMENT DE LA DETTE

ANALYSE

Circulaire interministérielle n° NOR/INT/B/98/00006/C du 15 janvier 1998

Date d'application : 01/01/1998

MOTS-CLÉS

COLLECTIVITÉS ET ÉTABLISSEMENTS PUBLICS LOCAUX ;
DETTE ; REMBOURSEMENT ; PROVISION ; COMPTABILITÉ M14

DOCUMENTS À ANNOTER

Néant

DOCUMENTS À ABROGER

Néant

DESTINATAIRES POUR APPLICATION

TPGR	TPG	DOM	RF	T								

DIFFUSION

GT 20

DIRECTION DE LA COMPTABILITÉ PUBLIQUE

Sous-direction D - Bureau D3

La présente instruction a pour objet de porter à la connaissance des comptables les dispositions de la circulaire interministérielle n° NOR/INT/B/98/00006/C du 15 janvier 1998, relative aux conditions de constitution et aux modalités de liquidation de la provision spéciale pour différé de remboursement de la dette.

Cette circulaire interministérielle précise les dispositions du décret n° 96-1249 du 26 novembre 1996, codifié à l'article R 221-12 du code des communes, pris pour application de l'article L 2321-2 (29°) du code général des collectivités territoriales (C.G.C.T.).

Il est rappelé que cet article L 2321-2 (29°) du C.G.C.T. prévoit que constituent une dépense obligatoire pour toutes les communes, quel que soit le nombre d'habitants, « les dotations aux provisions spéciales constituées pour toute dette financière faisant l'objet d'un différé de remboursement ». Par ailleurs, l'article L 5211-26 du C.G.C.T. rend également applicable cette obligation aux établissements publics de coopération intercommunale.

Ces dispositions sont entrées en vigueur à compter de l'exercice 1997.

Ces informations ont été *préalablement* diffusées aux trésoriers-payeurs généraux, aux receveurs des finances et aux trésoriers :

- par l'intermédiaire des fiches M14, adressées aux trésoreries générales et aux recettes des finances le 23 juillet 1997 (lettre n° 065546) puis intégrées dans le guide pédagogique, intitulé « les fiches M14 », adressé à l'ensemble des postes comptables centralisateurs et non centralisateurs, par instruction n° 97-019-M14 du 6 novembre 1997,
- à l'occasion des sessions de formation relatives aux opérations spécifiques de l'instruction budgétaire et comptable M14, organisées au cours du dernier trimestre de l'année 1997.

Toute difficulté rencontrée dans l'application de ces dispositions devra être portée à la connaissance de la direction sous le timbre du bureau D3.

LE DIRECTEUR DE LA COMPTABILITÉ PUBLIQUE

Pour le Directeur de la Comptabilité Publique

LE SOUS-DIRECTEUR CHARGÉ DE LA SOUS-DIRECTION D

PIERRE-LOUIS MARIEL

ANNEXE : Circulaire interministérielle n° NOR/INT/B/98/00006/C du 15 janvier 1998.

**MINISTÈRE DE
L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES ET DE
L'INDUSTRIE**

**SECRÉTARIAT D'ETAT
CHARGÉ DU BUDGET**

**MINISTÈRE DE
L'INTÉRIEUR**

Direction du Trésor

Direction de la Comptabilité
publique

Direction générale des
collectivités locales

Bureau D1

Bureau D3

Bureau des budgets locaux
et de l'analyse financière

Le Ministre de l'Intérieur,

Le Ministre de l'Economie, des Finances et de l'Industrie,

Le Secrétaire d'Etat chargé du Budget,
à

Mesdames et Messieurs les préfets,
Mesdames et Messieurs les sous-préfets.

Mesdames et Messieurs les trésoriers-payeurs généraux,
Mesdames et Messieurs les receveurs des finances,

CIRCULAIRE N° NOR | INT B | 98 | 01 | 01 | 01 | 61 | C |

OBJET : Décret n° 96-1249 du 26 décembre 1996 pris pour l'application de l'article L 2321-2 du code général des collectivités territoriales (article R221-12 du code des communes).

Annexes : - une fiche de calcul,

- un tableau d'amortissement prévisionnel de la dette et un tableau des provisions constituées à joindre au budget primitif et au compte administratif.

Résumé : Le décret visé en objet institue pour l'ensemble des communes et des établissements publics de coopération intercommunale soumis au titre 1er du livre II de la cinquième partie du code général des collectivités territoriales l'obligation de constituer une dotation aux provisions spéciales pour dette financière faisant l'objet d'un différé de remboursement.

ANNEXE (suite)

L'article L 2321-2 (29°) du code général des collectivités territoriales (C.G.C.T.) prévoit que constituent une dépense obligatoire pour les communes « les dotations aux provisions spéciales constituées pour toute dette financière faisant l'objet d'un différé de remboursement ». L'article L 5211-26 du C.G.C.T. rend applicable cette obligation aux établissements publics de coopération intercommunale.

Cette disposition est entrée en vigueur à compter de l'exercice 1997.

La présente circulaire, qui comporte un exemple chiffré (cf. annexe 1), a pour objet de préciser certaines des dispositions du décret n° 96-1249 du 26 décembre 1996 pris pour l'application de l'article L 2321-2 (29°) du C.G.C.T et créant l'article R 221-12 du code des communes.

1 - PRÉCISIONS LIMINAIRES

Les obligations posées par les textes susvisés instituent une règle conforme au principe de prudence, en prévenant les risques liés à l'endettement sans pour autant pénaliser le recours à des financements à remboursement différé ou en interdire l'usage. Elles contraignent ainsi la collectivité à dégager un autofinancement adapté pour faire face à une charge ultérieure (celle résultant du différé de remboursement de la dette).

L'obligation porte sur l'ensemble de l'endettement d'une commune appréhendé au travers du profil d'amortissement pour prévenir toute augmentation brutale des annuités de remboursement. Le décret distingue, à cet égard, l'obligation de constitution de la provision de ses modalités de calcul.

Par toute « dette financière », il convient d'entendre les emprunts et les dettes assimilées, à l'exception des dépôts et cautionnements reçus, des dettes pour marché d'entreprise de travaux publics (METP), des dettes envers les locataires acquéreurs et des autres dettes retracées aux comptes 1687 de la nomenclature M14.

La constitution de la dotation aux provisions spéciales pour toute dette financière faisant l'objet d'un différé de remboursement n'est soumise à aucune condition démographique. Toutes les communes et tous les établissements publics de coopération intercommunale, visés à l'article L 5211-26 précité, sont donc soumis aux dispositions du décret n° 96-1249 du 26 décembre 1996.

2 - L'OBLIGATION DE CONSTITUTION DE LA DOTATION AUX PROVISIONS SPÉCIALES

2-1 Le principe :

Est réputée avoir une dette à remboursement différé, toute collectivité dont l'annuité de dette de l'exercice est inférieure à la moyenne des annuités de dette afférentes aux cinq exercices suivants.

L'obligation de dotation aux provisions spéciales résulte donc, non pas des caractéristiques particulières de chaque emprunt, mais du calcul portant sur l'annuité totale de dette tant en capital qu'en intérêts. Dans ces conditions, une collectivité ayant recours à un mode d'amortissement différé pour un emprunt donné peut ne pas avoir à constituer obligatoirement une provision.

ANNEXE (suite)

2-2 Deux conditions doivent être remplies :

La dotation est obligatoirement constituée lorsque les deux conditions suivantes sont réunies :

A/ la moyenne des annuités afférentes aux cinq exercices à venir ($N + 1$ à $N + 5$) est supérieure à l'annuité de l'exercice considéré (N) ;

B/ la différence entre ces deux valeurs rapportée aux ressources propres de la section d'investissement du budget primitif de l'exercice considéré (N) est égale ou supérieure à 5 %.

Lorsque la différence entre l'annuité de la dette et la moyenne des annuités de la dette afférente aux cinq exercices suivantes est inférieure à 5 % du montant des ressources propres de la section d'investissement de l'année N , la dotation à la provision spéciale n'est pas obligatoirement constituée.

3 - PRÉCISIONS SUR LES ÉLÉMENTS À PRENDRE EN COMPTE

3-1 L'annuité de dette :

L'annuité de la dette afférente au budget de l'exercice N comprend l'annuité en capital et en intérêts.

Pour chaque emprunt à taux variable, l'annuité en intérêts afférente aux exercices N à $N + 5$ est déterminée par application soit du taux que fournira l'établissement prêteur, conformément au contrat de prêt, soit, à défaut, du taux d'intérêt en vigueur au titre de la dernière échéance connue de cet emprunt au montant de l'encours restant dû au 1er Janvier de chacun des exercices concernés (N à $N+5$).

Pour les communes de 3 500 habitants et plus, l'annuité en intérêts inclut les intérêts rattachés au titre de l'exercice N mais exclut les intérêts à régler au cours de ce même exercice courus durant l'exercice $N - 1$. Elle correspond aux crédits ouverts au compte 661 de N , que la collectivité recourt à la procédure de contrepassation ou à la régularisation lors de la mise en paiement.

Pour les communes de moins de 3 500 habitants qui n'ont pas choisi la procédure de rattachement des charges et des produits à l'exercice, l'annuité en intérêts correspond également aux crédits ouverts au compte 661 de N .

3-2 La notion de ressources propres de la section d'investissement :

Les ressources propres de la section d'investissement prises en compte pour la constitution de la provision pour dette financière faisant l'objet d'un remboursement différé sont définies comme étant des ressources globalement affectées à la section d'investissement et définitivement acquises à cette section.

Elles se composent des ressources propres d'origine externe auxquelles s'ajoutent les ressources propres d'origine interne.

ANNEXE (suite)

3-2-1 Les ressources propres d'origine externe

Il s'agit de ressources en provenance de tiers, définitives et libres d'affectation ou d'emploi.

Sont donc exclus de cette première catégorie de ressources, les emprunts et dettes assimilées ainsi que les subventions d'investissement reçues et affectées au financement d'un équipement ou d'un ensemble d'équipements. Certaines d'entre elles (les subventions dites transférables) ne peuvent, d'ailleurs, être considérées comme des ressources définitives puisqu'elles sont reprises à la section de fonctionnement pour atténuer la charge des dotations aux amortissements.

Les ressources propres d'origine externe comprennent :

◆ Les dotations ou compléments de dotation (compte 1021) sous réserve qu'il s'agisse de dotations en espèces . Les dotations en nature qui ont leur contrepartie dans l'accroissement de l'actif communal ne peuvent être considérées comme des ressources disponibles pour financer d'autres dépenses.

◆ Les fonds globalisés d'investissement, c'est-à-dire :

- le FCTVA (compte 10222)
- la TLE (compte 10223)
- les taxes d'urbanisme non affectées :
 - * Versement pour dépassement du plafond légal de densité (compte 10224)
 - * Participation pour dépassement du coefficient d'occupation des sols (compte 10225)

◆ Les dons et legs non grevés de charges (compte 1025) :

Ce sont des opérations réelles, c'est-à-dire des dons et legs donnant lieu à encaissement effectif de fonds, qui ont leur contrepartie au compte 515. En effet, les dons et legs affectés à un équipement particulier ou à des travaux ou acquisitions d'immobilisations de même que les dons et legs en nature qui se traduisent par un accroissement de l'actif communal ne sont pas disponibles pour financer les autres dépenses d'investissement.

◆ Les subventions d'investissement affectées globalement au financement de la section d'investissement ou versées pour atténuer la charge de la dette (compte 138)

Les reversements et les reprises opérés sur ces recettes (versement de FCTVA, TLE, reprise sur FCTVA) et reprises sur fonds globalisés en application de l'article L 2331-10 du C.G.C.T doivent être déduits des ressources propres d'origine externe.

ANNEXE (suite)

3-2-2 Les ressources propres d'origine interne :

Ce sont des ressources générées par la gestion de la collectivité.

Il s'agit notamment des différentes composantes de l'autofinancement dégagé par la section de fonctionnement, soit dans l'exercice, soit au titre des exercices précédents, à savoir :

◆ Les amortissements et provisions, déduction faite des reprises sur les amortissements et les provisions et à l'exclusion bien entendu de la dotation aux provisions spéciales pour dette financière faisant l'objet d'un différé de remboursement. Il s'agit donc des recettes des comptes 28, 144, 146, 15, 29, 49, 59 et 39 à l'exception des comptes 392 et 397; ces recettes doivent être diminuées des dépenses constatées à ces comptes.

◆ Les recettes correspondant à l'amortissement des charges à répartir sur plusieurs exercices enregistrées au compte 481

◆ Le virement de la section de fonctionnement à la section d'investissement

◆ Le produit des cessions d'immobilisations (recettes au compte 2.. + ou - dépenses constatées au compte 19)

◆ Lorsque le résultat à la clôture de l'exercice N - 1 a été affecté dès le budget primitif, il faut également tenir compte du résultat de fonctionnement affecté en réserves au compte 1068, déduction faite du déficit d'investissement reporté au budget.

Dans le schéma d'affectation du résultat, le montant de l'excédent de fonctionnement porté en réserves est affecté en priorité à la couverture du besoin de financement de la section d'investissement. Seul le solde est donc disponible pour financer les autres dépenses d'investissement.

4 - LES MODALITÉS DE CALCUL DE LA DOTATION AUX PROVISIONS SPÉCIALES

Lorsque la dotation aux provisions spéciales doit être obligatoirement constituée, le montant de cette dotation est au moins égal à la moitié de la différence entre la moyenne des annuités de dette afférentes aux cinq exercices suivants et l'annuité de dette afférente à l'exercice.

Le décret fixe donc un montant minimal, que l'assemblée délibérante peut bien évidemment augmenter.

5 - DISPOSITIONS TRANSITOIRES

Par ailleurs, l'article 2 du décret du 26 décembre 1996 donne la possibilité pour les années 1997 à 1999 de limiter le montant de la dotation à :

* 5 % de l'annuité de l'exercice en 1997 ;

ANNEXE (suite)

* 7,5 % de l'annuité de l'exercice en 1998 ;

* 10 % de l'annuité de l'exercice en 1999.

Le montant excédant le plafond ne fait pas l'objet d'un étalement. Il ne donne lieu à aucune inscription, ni budgétaire ni hors bilan.

6 - INSCRIPTION BUDGÉTAIRE ET COMPTABLE

Au plan comptable et budgétaire, la dotation aux provisions spéciales est inscrite, par une opération d'ordre budgétaire, en dépense au compte 6874 « Dotations aux provisions réglementées » en section de fonctionnement et en recettes au compte 145 « Provision spéciale pour différé de remboursement de la dette » en section d'investissement.

Si les conditions visées au I) de la présente circulaire sont réunies, l'absence d'inscription est un motif d'insincérité susceptible de donner lieu à la mise en oeuvre des procédures de contrôle budgétaire, en particulier celles prévues aux articles L 1612-5 et L 1612-15 du C.G.C.T.

La vérification de cette hypothèse est possible grâce à la présentation en annexe au budget primitif et au compte administratif :

- de l'état de dette. Cet état permet notamment de connaître l'annuité de l'exercice ;

- d'un tableau d'amortissement prévisionnel. Ce tableau permet notamment de calculer la moyenne des annuités de dette afférentes aux cinq exercices suivants (cf. annexe 2 I) ;

Le tableau d'amortissement prévisionnel de la collectivité est la somme des tableaux d'amortissement de chaque dette financière que tout prêteur est tenu de lui fournir (sous réserve des modalités particulières concernant les dettes financières à taux variable).

Afin de faciliter la mise en oeuvre des présentes dispositions par les collectivités territoriales, le Ministère de l'économie, des finances et de l'industrie s'est rapproché des établissements de crédit prêteurs et leur a recommandé, chacun pour ce qui le concerne, de fournir un tableau d'amortissement agrégeant, pour chaque collectivité qui en fait la demande, tous les tableaux d'amortissements des prêts en cours. Ce tableau agrégé sera communiqué à titre indicatif et n'aura aucune valeur contractuelle compte tenu de la présence éventuelle de prêts à taux variable ou d'autres formules de prêts offrant une ou plusieurs options aux collectivités et rendant de ce fait impossible la détermination certaine de toutes les annuités futures.

- d'un tableau permettant de calculer le montant de la dotation à constituer (cf. annexe 2 II).

Enfin, conformément à l'article L 1612-4, le montant de la recette d'ordre au compte 145 participe au calcul de l'équilibre réel du budget (couverture du remboursement en capital des annuités d'emprunt à échoir au cours de l'exercice par des ressources propres).

ANNEXE (suite)

7 - LA REPRISE DE LA PROVISION

Les provisions constituées annuellement peuvent être reprises au budget primitif, sur décision de l'assemblée délibérante, lorsque l'annuité de dette afférente à l'exercice est supérieure à la moyenne des annuités afférentes aux cinq exercices suivants.

Cette opération doit toutefois être effectuée avec discernement. Ainsi, lorsque le profil d'amortissement fait apparaître un « pic » au cours de l'exercice suivant celui où une reprise est possible, il est généralement opportun de différer cette reprise pour éviter d'avoir à procéder, l'année suivante, à une augmentation de la fiscalité (cf. annexe 1 dernier paragraphe).

Pour le ministre de l'Economie, des Finances
et de l'Industrie
Le directeur de Cabinet

F. VILLEROY DE GALHAU

Pour le ministre de l'Intérieur,

Le directeur de Cabinet

J-P. DUPORT

Pour le secrétaire d'Etat, chargé du Budget
Le directeur de Cabinet

D.MORIN

PROVISION POUR DETTE A REMBOURSEMENT DIFFERE
(Simulation sur un exemple théorique)

VOTE DU BUDGET PRIMITIF DE 1997

Tableau d'amortissement prévisionnel de la dette

1997	1998	1999	2000	2001	2002
22 204 870	19 680 424	20 745 069	21 127 592	22 399 880	22 319 508

- Vérification de l'exercice de la condition n° 1 du décret

. annuité 1997	22 204 870
. Moyenne des cinq exercices à venir	21 254 495

L'annuité due en 1997 est supérieure à l'annuité moyenne des cinq exercices à venir.

Il n'y a donc pas d'obligation de constituer une provision. L'encours de provision étant nul, il n'y a pas non plus possibilité de reprise.

VOTE DU BUDGET PRIMITIF DE 1998

Tableau d'amortissement prévisionnel de la dette (le profil de l'amortissement de la dette est modifié par rapport à l'année précédente puisqu'il prend en compte l'amortissement des emprunts contractés en 1997).

1998	1999	2000	2001	2002	2003
19 930 424	20 995 069	21 377 592	22 649 880	22 569 508	24 424 524

- Vérification de l'existence de la condition n° 1

. annuité 1998	19 930 424
. Moyenne des cinq exercices à venir	22 403 314

L'annuité due en 1998 est inférieure à l'annuité moyenne des cinq exercices à venir.

ANNEXE (suite)

- Vérification de l'existence de la condition n° 2

écart entre annuité moyenne et annuité de l'exercice (A)	2 472 891
montant des ressources propres de la section d'investissement (B)	105 000 000
A/B	2,35 %

Le rapport A/B est inférieur à 5 %.

Il y a donc pas obligation de constituer une provision.

L'assemblée délibérante peut néanmoins décider la constitution d'une provision dont elle fixe librement le montant, mais elle ne peut pas décider de reprendre une partie de la provision qui aurait pu être constituée précédemment.

Par hypothèse, la dotation à la provision votée est égale à 0.

VOTE DU BUDGET PRIMITIF DE 1999

Tableau d'amortissement prévisionnel de la dette.

1999	2000	2001	2002	2003	2004
21 977 592	23 249 880	23 169 508	25 024 524	26 466 979	56 918 865

- Vérification de l'existence de la condition n° 2

.annuité 1999	21 977 592
. moyenne des cinq exercices à venir	30 965 951

L'annuité due en 1999 est inférieure à l'annuité moyenne des cinq exercices à venir.

- Vérification de la condition n° 2

écart entre annuité moyenne et annuité de l'exercice (A)	8 988 359
montant des ressources propres de la section d'investissement (B)	109 242 000
A/B	8,22 %

Le rapport A/B est supérieur à 5% ; la dotation à la provision est obligatoire.

- Calcul du montant de la provision

ANNEXE (suite)

Le montant théorique de la provision (A/2) est égal à 4 494 180.

Toutefois, en application des dispositions de l'article 2 du décret 96-1249 du 26 décembre 1996, la collectivité peut plafonner la dotation à 10 % de l'annuité inscrite au budget soit 2 197 759.

L'assemblée délibérante peut décider la constitution d'une provision d'un montant supérieur. Par hypothèse, la dotation aux provisions votée est le montant minimum.

L'encours de provisions s'élève à 2 197 759.

VOTE DU BUDGET PRIMITIF DE 2000

Tableau d'amortissement prévisionnel de la dette.

2000	2001	2002	2003	2004	2005
23 449 880	23 369 508	25 224 524	26 666 979	57 118 865	24 736 571

- Vérification de l'existence de la condition n° 1

. annuité 2000	23 449 880
. moyenne des cinq exercices à venir	31 423 289

L'annuité due en 2000 est inférieure à l'annuité moyenne des cinq exercices à venir.

- Vérification de la condition n° 2

Ecart entre annuité moyenne et annuité de l'exercice (A)	7 973 409
montant des ressources propres de la section d'investissement (B)	109 251 990
A/B	7,3 %

Le rapport A/B est supérieur à 5 % ; la dotation à la provision est obligatoire.

- Calcul du montant de la provision

Elle est au minimum égale à (A/2) : 3 986 705.

L'assemblée délibérante peut décider la constitution d'une provision d'un montant supérieur. Par hypothèse, la dotation à la provision votée est le montant minimum.

ANNEXE (suite)

L'encours de provision atteint $6\,184\,464 = (2\,197\,759 + 3\,986\,705)$.

VOTE DU BUDGET PRIMITIF DE 2001

Tableau d'amortissement prévisionnel de la dette.

2001	2002	2003	2004	2005	2006
23 569 508	25 824 524	26 666 979	67 118 865	22 736 571	10 237 764

- Vérification de l'existence de la condition n° 1

. annuité 2001	23 569 508
. moyenne des cinq exercices à venir	30 516 941

L'annuité de 2001 est inférieure à l'annuité moyenne des cinq exercices à venir.

- Vérification de la condition n° 2

Ecart entre annuité moyenne et annuité de l'exercice (A)	6 947 433
montant des ressources propres de la section d'investissement (B)	150 685 815
A/B	4,61 %

Le rapport est inférieure à 5 % ; la collectivité peut ne pas constituer de provision. Par hypothèse, la dotation est égale à 0.

L'encours atteint 6 184 464.

VOTE DU BUDGET PRIMITIF DE 2002

Tableau d'amortissement prévisionnel de la dette.

2002	2003	2004	2005	2006	2007
24 424 524	26 866 979	57 318 865	24 936 571	10 237 764	11 758 993

ANNEXE (suite)

- Vérification de l'existence de la condition n° 1

. annuité 2002	24 424 524
. moyenne des cinq exercices à venir	26 223 834

L'annuité due en 2002 est inférieure à l'annuité moyenne des cinq exercices à venir.

- Vérification de la condition n° 2

Ecart entre annuité moyenne et annuité de l'exercice (A)	1 799 310
montant des ressources propres de la section d'investissement (B)	120 166 200
A/B	1,49 %

Le rapport A/B est inférieur à 5 % ; la dotation à la provision n'est pas obligatoire.

L'assemblée délibérante n'est pas obligée de constituer une provision mais elle ne peut décider une reprise sur la provision. Par hypothèse, la provision n'est pas constituée. L'encours de provision s'élève à 6 184 464.

VOTE DU BUDGET PRIMITIF DE 2003

Tableau d'amortissement prévisionnel de la dette.

2003	2004	2005	2006	2007	2008
26 866 979	57 418 865	25 036 571	14 337 764	11 758 993	3 958 993

- Vérification de l'existence de la condition n° 1

. annuité 2003	26 866 979
. moyenne des cinq exercices à venir	22 502 237

L'annuité due en 2003 est supérieure à l'annuité moyenne des cinq exercices à venir.

Il n'y a donc pas lieu de constituer une nouvelle provision.

L'assemblée délibérante peut décider de reprendre une partie de l'encours constitué précédemment.

Mais, au vu du profil d'amortissement de la dette au minimum, elle pourra souhaiter conserver l'encours de provisions déjà constitué et de reprendre en 2004 pour passer le pic de remboursement.

I - TABLEAU D'AMORTISSEMENT PREVISIONNEL DE LA DETTE

[illegible]

ANNEXE (suite et fin)

II - PROVISIONS POUR DETTE FINANCIERE A REMBOURSEMENT DIFFERE

ETAT LIQUIDATIF DE LA PROVISION

ANNUITE TOTALE DE L'EXERCICE (2)	ANNUITE TOTALE MOY. DE PERIODE DE REF. (3)	ECART (4)	PROVISION A CONSTITUER (5)	POUR MEMOIRE MONTANT RESS. PROPRES (6)
			5 % :(7)	5 % :(8)

(1) Jusqu'à extinction définitive de la dette

(2) Capital + intérêts

(3) Moyenne des annuités totales inscrites au tableau ci-dessus pour les exercices N + 1 à N + 5

(4) Annuité totale moyenne - annuité de l'exercice

(5) Au minimum 50 % de l'écart

(6) Voir définition du décret du 26/12/1996

(7) Plafond 1997 (plafond 1998 = 7,5 % et plafond 1999 = 10 %)

(8) Provision non obligatoire si l'écart < 5 % des ressources propres

Directeur de la publication :

Michel GONNET

Impression : Imprimerie Nationale

27, rue de la Convention - 75732 PARIS CEDEX

ISSN : 0984 9114